



Une proposition de Biden pourrait faire des États-Unis une « dictature numérique »

Par [Whitney Webb](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2021
[unlimitedhangout.com](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Science et médecine](#)

Une « nouvelle » proposition de l'administration Biden visant à créer une agence fédérale axée sur la santé sur le modèle de la DARPA n'est pas ce qu'elle semble être. Présentée comme un moyen de « mettre fin au cancer », cette « DARPA de la santé » ressuscitée cache un programme dangereux.

Mercredi dernier, le président Biden a été largement salué par les [médias grand public](#) et les [médias spécialisés](#) dans les soins de santé pour son appel à la création d'une « nouvelle agence de recherche biomédicale » sur le modèle de l'Agence pour les Projets de Recherche avancée de Défense de l'armée américaine, ou DARPA. Selon le président, cette agence chercherait à mettre au point des traitements « innovants » et « révolutionnaires » contre le cancer, la maladie d'Alzheimer et le diabète, avec pour objectif de « mettre fin au cancer tel que nous le connaissons ».

Loin de « mettre fin au cancer » comme la plupart des Américains pourraient l'imaginer, l'agence proposée fusionnerait la « sécurité nationale » avec la « sécurité sanitaire » de manière à utiliser les « signes d'alerte » de la santé physique et mentale pour prévenir les épidémies ou la violence avant qu'elles ne se produisent. Un tel système est une recette pour une organisation technocratique « pré-crime » ayant le potentiel de criminaliser les maladies mentales et physiques ainsi que les « mauvaises pensées ».

L'administration Biden a demandé au Congrès 6,5 milliards de dollars pour financer l'agence, qui serait largement guidée par le principal conseiller scientifique de Biden, Eric Lander, récemment confirmé. Lander, qui dirigeait auparavant le Broad Institute, un institut dominé par la Silicon Valley, a été [controversé](#) pour ses liens avec l'eugéniste et trafiquant sexuel d'enfants Jeffrey Epstein et pour son éloge relativement récent de James Watson, un eugéniste ouvertement raciste. Malgré cela, Lander devrait être confirmé par le Sénat et le Congrès et serait très enthousiaste à l'égard de la nouvelle « DARPA de la santé » proposée.

Cette nouvelle agence, qui devrait s'appeler ARPA-H ou HARPA, serait hébergée au sein des National Institutes of Health (NIH) et porterait le budget des NIH à plus de 51 milliards de dollars. Contrairement aux autres agences des NIH, l'ARPA-H se distinguerait par le fait que les projets qu'elle finance ne [feraient pas l'objet d'un examen](#) par les pairs avant d'être approuvés ; au lieu de cela, des gestionnaires de programme triés sur le volet prendraient toutes les décisions de financement. Le financement prendrait également la forme de paiements échelonnés au lieu des subventions pluriannuelles plus traditionnelles.

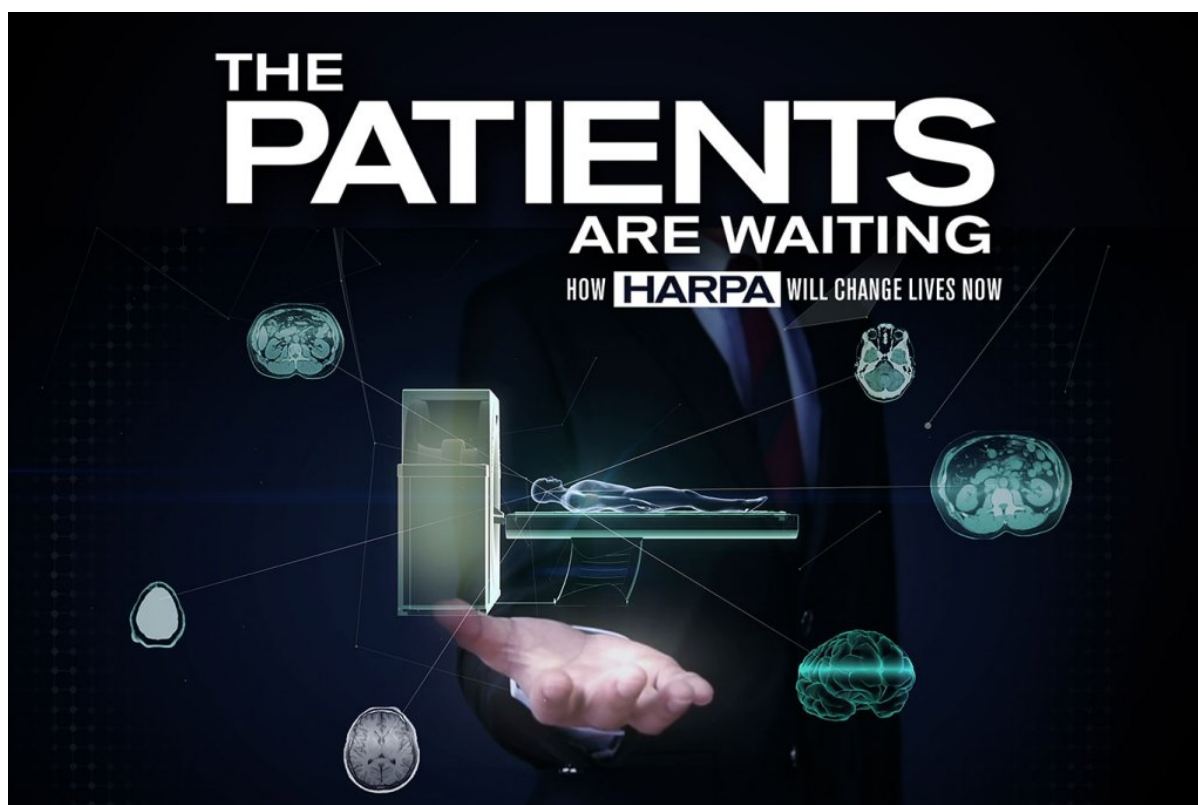
Il est probable que l'ARPA-H financera largement les vaccins à ARNm et en fera la promotion

comme l'une des « percées » qui permettront de guérir le cancer. Certains des fabricants de vaccins à ARNm qui ont produit certains des vaccins contre le Covid-19 les plus utilisés, tels que le vaccin Pfizer/BioNTech, ont [déclaré](#) le mois dernier que « le cancer est le prochain problème à résoudre avec la technologie ARNm » après la Covid. BioNTech [développe](#) depuis des années des thérapies géniques à base d'ARNm pour le cancer et collabore avec la Fondation Bill et Melinda Gates pour créer des traitements à base d'ARNm pour la tuberculose et le VIH.

D'autres technologies « innovantes » qui feront l'objet d'une attention particulière de la part de cette agence sont moins connues du public et sans doute plus préoccupantes.

Le long chemin vers l'ARPA-H

L'ARPA-H n'est pas une idée nouvelle et exclusive de l'administration Biden ; il y a eu une précédente tentative de créer une « DARPA de la santé » pendant l'administration Trump, fin 2019. Biden a commencé à promouvoir l'idée pendant sa campagne présidentielle dès juin 2019, bien qu'en utilisant une justification très différente pour l'agence que celle qui avait été présentée par ses défenseurs à Trump. En 2019, la même fondation et les mêmes personnes qui soutiennent actuellement l'ARPA-H de Biden avaient exhorté le président de l'époque, Trump, à créer la « HARPA », non pas dans le but principal de rechercher des traitements contre le cancer et la maladie d'Alzheimer, mais pour arrêter les fusillades de masse avant qu'elles ne se produisent grâce au suivi des Américains pour détecter des signes d'alerte « neuropsychiatriques ».



[Extrait de la vidéo de la HARPA « Les patients attendent : Comment la HARPA va changer des vies maintenant », source : harpa.org](#)

Depuis quelques années, un homme est la [force motrice](#) de la HARPA – Robert Wright, ancien vice-président de General Electric et ancien président de NBCUniversal. Par l'intermédiaire de la Fondation Suzanne Wright (du nom de sa défunte épouse), Wright a [passé des années](#) à faire pression en faveur d'une agence qui « développerait des capacités

biomédicales - outils de détection, traitements, dispositifs médicaux, cures, etc. - pour les millions d'Américains qui ne bénéficient pas du système actuel ». Bien qu'il ait, comme Biden, occulté l'objectif réel de l'agence en affirmant qu'elle serait principalement axée sur le traitement du cancer, la proposition de 2019 de Wright à son ami personnel Donald Trump a révélé ses ambitions sous-jacentes.

Tel que proposé pour la première fois par Wright en 2019, le programme phare de la HARPA serait [SAFE HOME](#), abréviation de Stopping Aberrant Fatal Events by Helping Overcome Mental Extremes (Stopper les accidents mortels aberrants en aidant à surmonter les extrêmes mentaux). SAFE HOME aspirerait des masses de données privées provenant de « Apple Watches, Fitbits, Amazon Echo et Google Home » et d'autres appareils électroniques grand public, ainsi que des informations provenant de prestataires de soins de santé, afin de déterminer si un individu pourrait être susceptible de commettre un crime. Les données seraient analysées par des algorithmes basés sur l'intelligence artificielle (IA) « pour un diagnostic précoce de la violence neuropsychiatrique ».

L'approche pré-crime du Département de la Justice, connue sous le nom de [DEEP](#), a été initiée quelques mois avant que Trump ne quitte ses fonctions ; elle a également été justifiée comme un moyen « d'empêcher les fusillades de masse avant qu'elles ne se produisent ». Peu après l'investiture de Biden, la nouvelle administration a commencé à utiliser les informations provenant des médias sociaux pour procéder à des [arrestations pré-crime](#) dans le cadre de son approche de la lutte contre le « terrorisme intérieur ». Compte tenu de la collaboration passée des entreprises de la Silicon Valley avec le gouvernement en matière de [surveillance sans mandat](#), il semble que certains aspects de SAFE HOME soient déjà secrètement actifs sous Biden, n'attendant que la formalisation de l'ARPA-H/HARPA pour être légitimés en tant que politique publique.

Les applications de sécurité nationale de la HARPA de Robert Wright sont également illustrées par l'homme qui était son principal conseiller scientifique, l'ancien chef du Biological Technologies Office (BTO) de la DARPA, Geoffrey Ling. Non seulement Ling est le principal conseiller scientifique de la HARPA, mais la [proposition originale](#) de Wright prévoyait que Ling conçoive personnellement la HARPA et la dirige une fois qu'elle serait établie. Le travail de Ling à la DARPA peut être résumé par la mission déclarée du BTO, qui consiste à œuvrer à la fusion de « la biologie, de l'ingénierie et de l'informatique afin d'exploiter la puissance des systèmes naturels pour la sécurité nationale ». Les technologies privilégiées par le BTO sont également appelées à devenir les piliers de la HARPA, qui [prévoit d'utiliser](#) spécifiquement « les progrès de la biotechnologie, des superordinateurs, du big data et de l'intelligence artificielle » pour atteindre ses objectifs.

Le lien direct entre la DARPA et la HARPA souligne que les objectifs de cette nouvelle agence remontent au projet de biosurveillance du programme Total Information Awareness (TIA) de la DARPA, qui a été lancé après les événements du 11 septembre 2001. Le [projet de biosurveillance](#) de TIA visait à développer « les technologies de l'information nécessaires et le prototype résultant capable de détecter la diffusion secrète d'un agent pathogène biologique automatiquement et beaucoup plus tôt que les approches traditionnelles », en surveillant « des sources de données non traditionnelles », notamment des « données médicales de pré-diagnostic » et des « indicateurs comportementaux ».

Bien que nominale axé sur les « attaques bioterroristes », le projet Bio-Surveillance de TIA visait également à acquérir des capacités de détection précoce des épidémies « normales ». Le projet Bio-Surveillance et les projets de la DARPA connexes de l'époque,

tels que LifeLog, visaient à recueillir des données par l'utilisation massive d'une sorte de technologie portable ou de poche. Ces programmes de la DARPA ont finalement été arrêtés en raison de la controverse suscitée par les allégations selon lesquelles ils seraient utilisés pour profiler les dissidents nationaux et éliminer la vie privée de tous les Américains aux États-Unis.

Le fait que l'ancien réseau de surveillance totale de la DARPA revienne à la vie sous l'égide d'une agence soi-disant distincte, axée sur la santé, et qui imite son modèle organisationnel, confirme que de nombreux programmes liés au programme TIA ont simplement été dissociés du Département de la Défense lorsqu'ils ont été officiellement arrêtés. En séparant l'armée de l'image publique de ces technologies et programmes, on les a rendus plus acceptables pour les masses, bien que l'armée reste fortement impliquée dans les coulisses. Comme l'a récemment [rapporté](#) *Unlimited Hangout*, des aspects majeurs de TIA ont simplement été privatisés, donnant naissance à des entreprises telles que Facebook et Palantir, ce qui a eu pour conséquence que ces projets de la DARPA ont été largement utilisés et acceptés. Aujourd'hui, sous le couvert de l'ARPA-H proposée, le programme TIA original de la DARPA ferait son retour, à toutes fins utiles, en tant que produit dérivé.

La Silicon Valley, l'armée et la « révolution » portable

L'effort le plus récent pour créer l'ARPA-H/HARPA se combine bien avec la poussée coordonnée des entreprises de la Silicon Valley dans le domaine des soins de santé, en particulier les entreprises de la Silicon Valley qui font office de sous-traitants des services de renseignement américains et/ou de l'armée (par exemple, Microsoft, Google et Amazon). Pendant la crise du Covid-19, cette tendance à la domination de la Silicon Valley dans le secteur des soins de santé s'est considérablement accélérée en raison d'une poussée vers la numérisation de la télémédecine, la surveillance à distance, etc.

Un exemple intéressant est celui d'Amazon, qui a lancé l'année dernière un dispositif portable qui [prétend](#) non seulement utiliser la biométrie pour surveiller la santé physique et la forme physique des gens, mais aussi pour suivre leur état émotionnel. L'année précédente, Amazon a [acquis](#) la pharmacie en ligne PillPack, et il n'est pas difficile d'imaginer un scénario dans lequel les données du bracelet bien-être Halo d'Amazon sont utilisées pour proposer des recommandations de traitement qui sont ensuite fournies par PillPack, propriété d'Amazon.

Des entreprises telles qu'Amazon, Palantir et Google devraient être étroitement associées aux activités de l'ARPA-H. En particulier, Google, qui a lancé de nombreuses [initiatives](#) dans le domaine de la santé en 2020, devrait jouer un rôle majeur dans cette nouvelle agence en raison de ses liens de longue date avec l'administration Obama, lorsque Biden était vice-président, et avec le principal conseiller scientifique du président Biden, Eric Lander.

Comme nous l'avons mentionné, Lander est prêt à jouer un rôle majeur dans l'ARPA-H/HARPA si et quand celle-ci se concrétise. Avant de devenir le plus important scientifique du pays, Lander était président et directeur fondateur du Broad Institute. Bien que présenté comme un partenariat entre le MIT et Harvard, le Broad Institute est fortement [influencé](#) par la Silicon Valley, avec deux anciens dirigeants de Google dans son conseil d'administration, un partenaire de la société de capital-risque Greylock Partners de la Silicon Valley, et l'ancien PDG d'IBM, ainsi que par certaines de ses principales [dotations](#) provenant d'éminents dirigeants du secteur technologique.



[The Broad Institute, source : broadinstitute.org](https://broadinstitute.org)

L'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, qui était [intimement lié](#) à la campagne de réélection d'Obama en 2012 et qui est proche du Parti démocrate en général, préside le Broad Institute depuis avril dernier. En mars, Schmidt a [donné](#) 150 millions de dollars à l'institut pour « connecter la biologie et l'apprentissage automatique pour comprendre les programmes de vie ». Pendant qu'il siégeait au conseil d'administration du Broad Institute, Schmidt a également [présidé](#) la Commission de Sécurité nationale sur l'Intelligence artificielle, un groupe composé principalement d'agents de la Silicon Valley, des services de renseignement et de l'armée, qui a désormais [défini](#) l'orientation des politiques du gouvernement américain en matière de technologies émergentes et d'IA. L'administration Biden a également [proposé](#) à Schmidt de prendre la tête d'un groupe de travail sur l'industrie technologique.

Auparavant, en janvier, le Broad Institute avait [annoncé](#) que sa plateforme de recherche sur la santé, Terra, construite avec Verily, une filiale de Google, allait s'associer à Microsoft. En conséquence, Terra permet désormais à Google et à Microsoft [d'accéder](#) à une vaste quantité de données génomiques versées sur la plateforme par des universitaires et des instituts de recherche du monde entier.

En outre, en septembre dernier, Google s'est associé au Département de la Défense dans le cadre d'un nouveau programme de « santé prédictive » basé sur l'IA, qui a également des liens avec les services de renseignement américains. Bien qu'initialement axée sur la prévision des cas de cancer, cette initiative prévoit clairement de s'étendre à la prévision de l'apparition d'autres maladies avant l'apparition des symptômes, notamment le Covid-19. Comme l'a [souligné](#) à l'époque *Unlimited Hangout*, l'une des arrières-pensées de ce programme, du point de vue de Google, était d'obtenir l'accès au « plus grand dépôt de données médicales liées aux maladies et au cancer au monde », détenu par la Defense Health Agency. L'accès exclusif à ces données est un atout considérable pour Google, qui s'efforce de développer et d'étendre sa gamme croissante de produits pour la santé basés sur l'IA.

L'armée est actuellement utilisée pour piloter des dispositifs portables biométriques liés au Covid-19 pour le « retour au travail en toute sécurité ». En décembre dernier, il a été [annoncé](#) que la base aérienne de Hill, dans l'Utah, ferait des dispositifs portables biométriques une partie obligatoire de l'uniforme pour certains escadrons. Ainsi, les aviateurs du 649e escadron de munitions de l'armée de l'air doivent désormais porter une montre intelligente fabriquée par Garmin et une bague intelligente fabriquée par Oura dans le cadre de leur uniforme.

Selon [l'armée de l'air](#), ces dispositifs détectent des indicateurs biométriques qui sont ensuite analysés pour 165 biomarqueurs différents par l'algorithme basé sur l'IA de la Defense Threat Reduction Agency/Philips Healthcare qui « tente de reconnaître une infection ou un virus environ 48 heures avant l'apparition des symptômes ». Le développement de cet algorithme a [commencé bien avant](#) la crise du Covid-19 et constitue une itération récente d'une série de projets de recherche militaires qui semblent avoir débuté dans le cadre du [projet PHD](#) (Prédiction de la Santé et des Maladies) de la DARPA en 2007.

Bien qu'ils présentent un intérêt pour l'armée, ces dispositifs portables sont principalement destinés à un usage de masse – un grand pas vers l'infrastructure nécessaire à la résurrection d'un programme de biosurveillance géré par l'État de la sécurité nationale. Commencer par l'armée est logique du point de vue de l'appareil de sécurité nationale, car la capacité à surveiller les données biométriques, notamment les émotions, présente un intérêt évident pour ceux qui gèrent les programmes de « menaces internes » récemment étendus dans [l'armée](#) et le [Département de la Sécurité intérieure](#).

Le fait que la même bague intelligente Oura utilisée par l'armée de l'air ait été récemment [utilisée par la NBA](#) pour prévenir les épidémies de Covid-19 parmi les joueurs de basket-ball est un indicateur de la tendance à l'utilisation massive. Avant l'apparition du Covid-19, les [membres de la famille royale britannique](#) et le PDG de Twitter, [Jack Dorsey](#), en ont fait la promotion auprès des consommateurs pour améliorer leur sommeil. Pas plus tard que lundi dernier, le PDG d'Oura, Harpeet Rai, a déclaré que tout l'avenir des technologies portables en matière de santé sera bientôt « [proactif plutôt que réactif](#) », car il sera axé sur la prédiction des maladies sur la base des données biométriques obtenues en temps réel à partir des dispositifs portables.

Le BioButton et son prédécesseur, le BioSticker, sont d'autres dispositifs portables liés à l'armée qui commencent à être utilisés en masse. Produit par la société [BioIntelliSense](#), le nouveau et élégant BioButton est présenté comme un système portable qui constitue « une solution évolutive et rentable pour la surveillance des symptômes du Covid-19 à l'école, à la maison et au travail ». BioIntelliSense a [reçu](#) 2,8 millions de dollars du Pentagone en décembre dernier pour développer les dispositifs portables BioButton et BioSticker pour le Covid-19.



[James Mault, PDG de BioIntelliSense, pose avec le dispositif BioSticker de la société. source : biointellisense.com](https://www.biointellisense.com)

BioIntelliSense, [cofondée et dirigée](#) par James Mault, ancien développeur de Microsoft HealthVault, a maintenant déployé ses capteurs portables à grande échelle sur certains campus universitaires et dans certains hôpitaux américains. Dans certains de ces cas, les dispositifs portables de la société sont utilisés pour [surveiller](#) spécifiquement les effets secondaires du vaccin contre le Covid-19, par opposition aux symptômes du Covid-19. BioIntelliSense mène actuellement une étude, en partenariat avec Philips Healthcare et l'Université du Colorado, sur l'utilisation de ses dispositifs portables pour la détection précoce du Covid-19, qui est entièrement [financée](#) par l'armée américaine.

Si l'utilisation de ces dispositifs est actuellement « encouragée mais facultative » dans ces sites pilotes, pourrait-on un jour les rendre obligatoires sur un lieu de travail ou par un gouvernement ? Ce ne serait pas une première, puisque [plusieurs pays](#) ont déjà exigé que les arrivants étrangers soient surveillés au moyen d'un dispositif portable pendant une période de quarantaine obligatoire. Sainte-Lucie [utilise](#) actuellement le BioButton à cette fin. Singapour, qui cherche à être l'une des premières « [nations intelligentes](#) » du monde, a [donné](#) à chacun de ses résidents un dispositif portable appelé « jeton TraceTogether » pour son programme de suivi des contacts. Le jeton ou l'application pour smartphone TraceTogether sont obligatoires sur tous les lieux de travail, dans les centres commerciaux, les hôtels, les écoles, les établissements de santé, les épiceries et les salons de coiffure. Les personnes qui n'ont pas accès à un smartphone sont censées utiliser le jeton portable « gratuit » émis par le gouvernement.

L'ère des dictatures numériques est sur le point de commencer

Faire de l'obligation des dispositifs portables la nouvelle norme, non seulement pour la prévention du Covid-19, mais aussi pour le suivi de la santé en général, reviendrait à institutionnaliser la mise en quarantaine des personnes qui ne présentent aucun symptôme de maladie, mais seulement des signes vitaux indiquant une activité « anormale » selon un algorithme opaque.

Étant donné qu'aucune IA n'est précise à 100% et que l'IA n'est efficace qu'en fonction des données sur lesquelles elle est entraînée, un tel système serait assuré de faire régulièrement des erreurs : la question est de savoir combien. Un algorithme basé sur l'IA utilisé pour « prédire les épidémies de Covid-19 » en Israël et dans certains États américains est commercialisé par Diagnostic Robotics ; le taux de précision (probablement gonflé) que la société fournit pour son produit n'est que de [73%](#). Cela signifie que, de l'aveu même de l'entreprise, son IA se trompe dans 27% des cas. Elle est probablement encore moins précise, car le chiffre de 73% n'a jamais été vérifié de manière indépendante.

L'adoption de ces technologies a bénéficié de la crise du Covid-19, car les partisans saisissent l'occasion d'accélérer leur introduction. Par conséquent, leur utilisation deviendra bientôt omniprésente si cette progression se poursuit sans entrave.

Bien que cette poussée pour les dispositifs portables soit évidente maintenant, des signes de cet agenda étaient visibles il y a plusieurs années. En 2018, par exemple, l'assureur John Hancock a [annoncé](#) qu'il remplacerait ses offres d'assurance-vie par des « politiques interactives » qui impliquent que les individus voient leur santé surveillée par des dispositifs portables commerciaux pour la santé. Avant cette annonce, John Hancock et d'autres assureurs comme Aetna, Cigna et UnitedHealthcare [offraient](#) diverses récompenses aux assurés qui portaient un dispositif portable de fitness et partageaient leurs données avec leur compagnie d'assurance.

Dans un autre exemple pré-Covid, le *Journal of the American Medical Association* a [publié](#) en août 2019 un article affirmant que les dispositifs portables « encouragent les comportements sains et donnent aux individus les moyens de participer à leur santé ». Les auteurs de l'article, qui sont affiliés à Harvard, ont en outre affirmé que « l'incitation à l'utilisation de ces dispositifs en les intégrant dans les polices d'assurance » peut être une approche politique « attrayante ». L'utilisation des dispositifs portables pour les assurés a depuis été fortement [encouragée](#) par le secteur de l'assurance, avant et après le Covid-19, et certains spéculent que les assureurs santé pourraient bientôt rendre leur utilisation obligatoire dans certains cas ou dans le cadre d'une politique plus large.

Ces appareils de « fitness » biométriques, tels que le Halo d'Amazon, ne se limitent pas à surveiller vos signes vitaux physiques, mais peuvent également surveiller votre état émotionnel. Le programme phare SAFE HOME de l'ARPA-H/HARPA révèle que la capacité de surveiller les pensées et les sentiments est un objectif déjà existant de ceux qui cherchent à établir cette nouvelle agence.

Selon Yuval Noah Harari, historien et sommité du Forum économique mondial, la transition vers des « dictatures numériques » [connaîtra](#) un « grand tournant » lorsque les gouvernements « commenceront à surveiller et à étudier ce qui se passe dans votre corps et dans votre cerveau ». Selon lui, l'adoption massive de cette technologie ferait des êtres humains des « [animaux piratables](#) », tandis que ceux qui s'abstiendraient d'avoir cette technologie sur ou dans leur corps feraient partie d'une nouvelle classe « inutile ». Harari a également affirmé que les gouvernements utiliseront un jour les appareils biométriques

pour cibler les personnes qui ont de « mauvaises » réactions émotionnelles à l'égard de leurs dirigeants.

Sans surprise, l'un des plus grands fans de Harari, Mark Zuckerberg de Facebook, a récemment [conduit](#) son entreprise dans le développement d'un dispositif portable biométrique et « neuronal » complet basé sur la technologie « d'interface neuronale » d'une start-up acquise par Facebook en 2019. Selon Facebook, ce dispositif « s'intégrera à la RA [réalité augmentée], à la VR [réalité virtuelle] et aux signaux neuronaux humains » et devrait être commercialisé prochainement. Facebook possède aussi notamment la société de VR Oculus Rift, dont le fondateur, Palmer Luckey, dirige aujourd'hui le contractant en IA de l'armée américaine, Anduril.

Comme cela a été [rapporté](#) récemment, Facebook a été conçu à ses débuts pour remplacer dans le secteur privé le programme controversé LifeLog de la DARPA, qui visait à la fois à « humaniser » l'IA et à établir des profils de dissidents nationaux et de suspects de terrorisme. LifeLog a également été présenté par la DARPA comme « soutenant la recherche médicale et la détection précoce d'une pandémie émergente ».

Il semble que les tendances et les événements actuels montrent que les efforts déployés par la DARPA depuis des décennies pour fusionner la « sécurité sanitaire » et la « sécurité nationale » ont maintenant progressé plus que jamais. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que Bill Gates, qui a exercé une influence considérable sur la politique de santé au niveau mondial au cours de l'année écoulée, est un partisan de longue date de la fusion de la sécurité sanitaire et de la sécurité nationale pour contrecarrer à la fois les pandémies et les « bioterroristes » avant qu'ils ne puissent frapper, comme on peut l'entendre dans son [discours](#) de 2017 prononcé à la Conférence sur la Sécurité de Munich. La même année, Gates a également [exhorté](#) publiquement l'armée américaine à « axer davantage la formation sur la préparation à la lutte contre une pandémie mondiale ou une attaque bioterroriste ».

Dans la fusion de la « sécurité nationale » et de la « sécurité sanitaire », toute décision ou mandat promulgué en tant que mesure de santé publique pourrait être justifié comme nécessaire à la « sécurité nationale », de la même manière que les abus massifs et les crimes de guerre qui se sont produits pendant la « guerre contre le terrorisme » de l'après-11 septembre ont été justifiés de la même manière par la « sécurité nationale » avec peu ou pas de contrôle. Pourtant, dans ce cas, au lieu de perdre seulement nos libertés civiles et le contrôle de notre vie extérieure, nous risquons de perdre la souveraineté sur nos corps individuels.

Le NIH, qui abriterait cette nouvelle ARPA-H/HARPA, a [dépensé](#) des centaines de millions de dollars pour expérimenter l'utilisation des dispositifs portables depuis 2015, non seulement pour détecter les symptômes de maladies, mais aussi pour surveiller les régimes alimentaires et la consommation de drogues illégales des individus. Biden a joué un rôle clé dans ce projet, connu sous le nom d'[initiative Precision Medicine](#), et a [souligné](#) séparément l'utilisation des dispositifs portables chez les patients atteints de cancer dans le cadre du programme connexe [Cancer Moonshot](#) de l'administration Obama. Le troisième projet de recherche en santé de l'ère Obama était l'[initiative BRAIN](#) des NIH, qui a été lancée, entre autres, pour « développer des outils permettant d'enregistrer, de marquer et de manipuler des neurones précisément définis dans le cerveau vivant » qui sont déterminés comme étant liés à une fonction « anormale » ou à une maladie neurologique. Ces initiatives ont eu lieu à une époque où Eric Lander était [coprésident](#) du Conseil des Conseillers pour la Science

et la Technologie du président Obama, alors qu'il dirigeait encore le Broad Institute. Ce n'est pas une coïncidence si Eric Lander est aujourd'hui le principal conseiller scientifique de Biden, élevé à un nouveau poste ministériel et prêt à guider l'évolution de l'ARPA-H/HARPA.

Ainsi, l'agence nouvellement annoncée par Biden, si elle est approuvée par le Congrès, intégrera ces anciennes initiatives de l'ère Obama aux applications orwelliennes sous un même toit, mais avec encore moins de surveillance qu'auparavant. Elle chercherait également à étendre et à généraliser l'utilisation de ces technologies, voire à élaborer des politiques qui rendraient leur utilisation obligatoire.

Si l'ARPA-H/HARPA est approuvée par le Congrès et finalement mise en place, elle sera utilisée pour ressusciter des programmes dangereux et anciens de l'État de sécurité nationale et de ses sous-traitants de la Silicon Valley, créant ainsi une « dictature numérique » qui menace la liberté humaine, la société humaine et potentiellement la définition même de ce que signifie être humain.

Whitney Webb

Article original en anglais :



[This Biden "Health Security" Proposal Could Make the US a "Digital Dictatorship"](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [unlimitedhangout.com](#)

Copyright © [Whitney Webb](#), [unlimitedhangout.com](#), 2021

Articles Par : [Whitney Webb](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca